

Prolongation

De nouveaux engagements pour une lutte coordonnée contre les faux médicaments dans la sous région

Josiane MBANG NGUEMA
Libreville/Gabon

La conférence des ministres de la santé des États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), organisée du 21 au 23 juin derniers à Douala par l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (Oceac), s'est soldée par l'adoption en priorité d'un plan d'actions opérationnel 2016-2020 de lutte contre les médicaments de qualité inférieure/faux/faussement étiquetés/falsifiés/contrefaits (SSFFC) et les circuits illicites des médicaments, en vue d'éradiquer ce phénomène en Afrique centrale.

FACE au danger que représentent les produits pharmaceutiques de qualité inférieure/faux/faussement étiquetés/falsifiés/contrefaits (SSFFC), la lutte coordonnée contre les faux médicaments et les circuits illicites de médicaments en Afrique centrale, était au centre de la conférence des ministres de la santé des États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), qui s'est tenue à Douala au Cameroun, du 13 au 21 juin dernier. Il faut dire que l'Afrique centrale qui est une région fortement concernée par les trafics de faux médicaments à l'instar des autres régions du continent, se doit d'apporter une riposte commune adaptée pour lutter contre ce fléau, voire de l'éradiquer. Or la faiblesse de la réglementation, la faiblesse des systèmes de santé, la porosité des frontières, la pauvreté, etc, font partie des facteurs et conditions favorisant le développement de ce phénomène.



Photo : D.R

Les officiels et leurs parchemins.

C'est en cela que la rencontre initiée avec de nombreux partenaires le mois dernier par l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (Oceac), l'agence d'exécution de la Cémac pour les questions de santé publique, actuellement dirigée par le gabonais Dr Constant Roger Ayenengoye, suscitait plusieurs attentes. Conscients de la menace majeure de santé publique que constituent la prolifération et le commerce des faux médicaments, ainsi que leur entrave aux politiques de santé des États de la sous région, la ministre délégué Marie-Françoise Dikoumba, qui représentait le Vice-Premier ministre chargé de la Santé, de Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, et les autres membres du gouvernement présents au rendez-vous de Douala, se devaient donc de prendre de nouveaux engagements allant dans le sens de la protection de la santé des populations. Un objectif atteint avec l'adoption en priorité d'un plan d'actions opérationnel 2016-2020 de lutte contre les médicaments de qualité inférieure/faux/faussement étiquetés/falsifiés/contrefaits (SSFFC) et les circuits illicites des médicaments dans la zone Cémac.

ENGAGEMENT Il faut croire que l'engagement à la mise en œuvre de ce plan d'actions ainsi que les autres recommandations qui ont été consignées dans la déclaration de Douala traduit d'une part, la volonté des ministres de la santé à lutter contre le trafic de faux médicaments qui représentent un danger réel pour la santé des patients. Et d'autre part, leur détermination à préserver la santé de leurs populations en mettant à leur disposition des produits pharmaceutiques sûrs, efficaces, de bonne qualité et à moindre coût à travers la mise en œuvre de la politique pharmaceutique commune (PPC) adoptée le 25 juin 2013 par la conférence des chefs d'Etats de la Cémac. Comment pourrait-il en être autrement au regard des statistiques alarmantes sur l'ampleur du phénomène dans le monde, et particulièrement dans les pays en voie de développement comme le nôtre où selon les estimations de l'Organisation

mondiale de la santé (OMS), 30% des médicaments sont des contrefaçons alors que ce ratio est 10 à 15% dans les pays émergents et seulement 1% de faux médicaments circulent dans les pays développés. Pis, l'Institut international de recherche anti-contrefaçon de médicaments (IRACM) révèle la contrefaçon des médicaments contre le paludisme et la tuberculose serait à elle seule responsable de 700 000 morts par an. Un médicament n'étant pas un produit comme les autres, une réglementation et une surveillance spécifique doivent de ce fait être mises en place pour garantir sa qualité, sa sécurité d'utilisation et son efficacité. La sollicitation adressée à la Cémac de mettre à la disposition de l'Oceac, les moyens nécessaires pour assurer le suivi et l'évaluation du plan d'actions opérationnels de lutte contre les médicaments de qualité SSFFC, ainsi que la nécessité d'impliquer et de sensibiliser les acteurs politiques et sociaux peuvent, si elles sont prises en compte, constituer un début de solution au problème.



Photo : D.R

Marie-Françoise Dikoumba remettant l'attestation de participation au Secrétaire exécutif de l'OCEAC, Dr Constant Roger Ayenengoye.



Photo : Benjamin PENDI

La lutte contre les médicaments contrefaits vendus dans la rue devrait s'accroître.

Anniversaire



06 JUILLET! JOYEUX ANNIVERSAIRE CHER MAITRE!
PROFESSEUR ONDO ALAIN, MD, FRCP, ANB.
PROFESSEUR TITULAIRE DE PEDIATRIE, EMERITE
DES UNIVERSITES UNIVERSITE DE MONTREAL - UNIVERSITES GABONAISES
UNIVERSITE OMAR BONGO
UNIVERSITE DES SCIENCES DE LA SANTE
STATUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE: LMD, 1976 - 2016, SOIT 40 ANS FACULTE DE MEDECINE
ENSEIGNEMENT: CONTRIBUTION A LA FORMATION DE : 870 MEDECINS; 600 SAGES-FEMMES; 480 BIOLOGISTES
RECHERCHE SCIENTIFIQUE: PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES
42 DIRECTIONS DE THESES DE DOCTORAT EN MEDECINE
100 PUBLICATIONS INTERNATIONALES
TITRES UNIVERSITAIRES INTERNATIONAUX
PRESIDENT DE LA SOCIETE AFRICAINE D'HEMATOLOGIE PROFESSEUR ASSOCIE A L'UNIVERSITE DE MONTREAL, CANADA
REMERCIEMENTS REPUBLICAINS, UNIVERSITAIRES ET AFRICAINS DE TES ANCIENS ETUDIANTS:MERCI POUR TOUT! QUE DIEU SOIT LOUE!



Photo : D.R

La photo de famille des ministres de la Santé et leurs représentants, ainsi que les experts.